

# A2C

BULLETIN OUVERT ET ÉVOLUTIF  
À VOCATION RÉGULIÈRE  
POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

N°7 PRIX LIBRE

## A2C : DE LA BOUSSOLE À L'ORGANISATION

EN AOÛT 2017, AU LENDEMAIN DE L'ÉLECTION DE MACRON, L'ÉDITO (SIGNÉ TPP) DU BULLETIN N°3 D'A2C PARLAIT D'UNE « VICTOIRE À LA PYRRHUS » POUR LA CLASSE DIRIGEANTE FRANÇAISE.

**N**otre camp, pourtant, sortait d'une défaite marquante dans la lutte contre la loi travail, et se dirigeait vers une autre, celle de la « bataille du rail », sans parler de la séquence électorale elle-même qui a cantonné « la gauche » à des scores historiquement faibles mais porté la représentante d'un parti fasciste au second tour.

L'édito et, avec lui, la « ligne » générale d'A2C allaient à l'encontre de la sinistrose ambiance que l'on retrouvait dans toute la gauche, qu'elle se proclame nouvelle et anticapitaliste ou qu'elle entretienne les vieilles illusions d'un capitalisme perméable au « progrès social ».

A2C n'est pourtant pas un groupe d'illuminés. Nous constatons avec notre classe que le « progrès social » s'est mis en marche arrière : plus de précarités et d'inégalités qui magnifient encore l'effet des oppressions, des organisations politiques et syndicales affaiblies et une « gauche de gouvernement » qui a appliqué les recettes néolibérales avec un zèle qui a fini par causer sa perte. La liste des « contre-réformes » de ces



dernières années est longue comme un jour sans pain, et aucunE d'entre nous ne peut y échapper dans sa (sur)vie quotidienne, même si nous sommes touchés à des degrés différents. Sur ce point, nous sommes d'accord avec tout le monde, de Besancenot à Mélenchon.

Seulement, nous reconnaissons qu'il est impossible de lire la situation historique, le

fameux « rapport de forces », à la seule lumière du contenu du nouveau code du travail, de l'agenda législatif de l'Assemblée nationale, des statistiques sociologiques de l'INSEE ou encore des sondages électoraux. Celles et ceux qui se cantonnent à cette grille de lecture reproduisent en négatif la vision de la social-démocratie allemande du début du 20<sup>e</sup> siècle, dont le pontife Karl

Kautsky imaginait que le progrès social (et avec lui les scores électoraux de la gauche anticapitaliste, évidemment) serait graduellement acquis dans le cadre du capitalisme jusqu'à ce que le pouvoir « nous » tombe entre les mains comme un fruit mûr, par pure nécessité historique. La suite ne lui a pas donné raison.

Le gradualisme correspond au « *temps homogène et vide*

du progrès mécanique, sans crises ni ruptures, un temps impolitique. »<sup>1</sup> À A2C, nous respirons la politique, ses crises et ses ruptures. Il ne s'agit pas pour nous, au moment de faire le bilan d'une séquence de lutte, d'effectuer des calculs d'épicière pour évaluer les miettes que l'État et le capital ont daigné nous céder, mais bien de nous demander, comme le fait Vanina au lendemain de la grève SNCF: « *sommes-nous plus fortEs ou moins fortEs pour les confrontations à venir? comment progresser?* »

La victoire ou la défaite « formelle » lors d'une lutte sont loin d'être négligeables, mais restent subordonnées à la question véritable qui est celle de l'accumulation d'expériences collectives et de la confiance qui en découle. En effet, il ne faut pas oublier que « *en deux ans, des centaines de milliers de personnes ont fait l'expérience de grèves, manifestations (déclarées ou pas), cortèges de têtes, occupations, blocages, assemblées, construction de collectifs, pour riposter.* » C'était bien avant les Gilets jaunes!

### LES GILETS JAUNES ET CE QUI VIENT

Les perspectives stratégiques et politiques développées collectivement à A2C depuis trois ans nous permettent de voir le mouvement extraordinaire des Gilets jaunes dans son contexte: un pouvoir à l'assise sociale de plus en plus étriquée, en crise politique permanente, sommé par le capital d'accélérer encore le rythme des réformes libérales alors même qu'une partie grandissante de la population se soulève contre les effets des réformes passées.

Les réformes du pouvoir ne sont pas dictées par une oligarchie qui aurait « capturé » la République, mais sont au contraire une expression des besoins aigus du capital et sont totalement en phase avec les vœux des grands patrons. Il est tout à fait vain d'espérer un retour à l'époque des « réformes progressistes », au contraire, la crise va s'accélérer, les antagonismes aussi. La lutte des

classes va aller crescendo, c'est la trajectoire du capital qui le veut.

Le « débouché politique » ne se fera pas, comme l'espèrent les réformistes, par une canalisation vers les élections, et encore moins par une énième recombinaison des chefs de la gauche voire de l'extrême-gauche, du haut de la « tribune parfaite » qui rassemblera dirigeantEs et intellectuellEs. Le débouché est là, devant nous, en-bas, dans les grèves des entreprises, des hôtels, dans la santé et l'éducation, dans le mouvement des Gilets noirs et les grèves des travailleurEs sans-papiers en cours ou qui se préparent pour la rentrée. La séquence politique des Gilets jaunes a entraîné dans son sillage toutes sortes de luttes, a ravivé les débats dans les syndicats et les collectifs qui se demandent: comment lutter pour gagner?

À A2C, nous sommes avant tout des activistes de classe, des militantes et des militants de terrain, regroupéEs afin de développer collectivement une perspective stratégique. En ce sens, au milieu de tentations de droite comme de gauche, de repli vers la solution électorale comme du fantasme d'une insurrection déclarée sur les réseaux sociaux, A2C nous donne une boussole.

Mais si elle peut indiquer la direction et l'objectif final – et tout est subordonné au but final de l'insurrection – une boussole ne peut suffire à déterminer les petits détours nécessaires, les obstacles que les militantEs doivent franchir au quotidien dans la construction d'un collectif, dans leur intervention sur une grève ou une occupation.

ConvaincuEs que l'émancipation sera l'œuvre des premièreEs concernéEs ou ne sera pas, convaincuEs que c'est en



jetant de l'huile sur le feu du système et non par le progrès graduel que notre camp aura une chance de « devenir tout », nous voulons intervenir collectivement dans le mouvement, pour le mouvement.

Nous assumons de nous organiser de manière permanente et distincte du mouvement, mais nous n'avons pas d'autre intérêt que l'avancée du mouvement. Sa dynamique propre ne garantit rien: dans la mobilisation « inédite » des Gilets jaunes, les initiatives magnifiquement offensives étaient parfois lourdes d'une perspective réformiste. S'il n'a jamais constitué la dynamique du mouvement, le racisme n'en était jamais totalement absent. Quoi de plus normal! Il y a donc des luttes à mener dans nos mouvements.

Dans le mouvement, pour le mouvement, nous menons un combat politique offensif. Pour soutenir les grèves qui se multiplient, et les aider à s'auto-organiser pour gagner. Pour favoriser les différentes mobilisations locales dans nos quartiers. Contre les poisons que sont le racisme et l'islamophobie, pour la solidarité avec les migrantEs, conditions

sine qua non de l'émergence

d'une véritable

conscience de classe. Pour

favoriser le combat contre les fascistes (et notamment le RN) auxquels il ne faut laisser aucun espace d'expression ni d'organisation politique.

La crise va s'approfondir et élargir encore le champ des possibles et des dangers. C'est pourquoi nous avons besoin de mieux nous organiser localement, de tisser mille liens entre la théorie et la pratique. Non pas pour créer des îlots utopiques, éphémères et illusoire à la marge du système, mais au contraire pour être capables de nous engager dans les multitudes d'expériences de notre classe, afin de concrétiser la stratégie d'autonomie politique, « *c'est-à-dire tout ce qui permet à notre classe de se penser comme le seul pouvoir politique alternatif possible* »<sup>2</sup>.

Rejoindre A2C, c'est défendre cette stratégie dans le mouvement et construire une organisation capable d'influencer les luttes à venir.

**JB**

1 – <http://danielbensaid.org/>

Les-sauts-Les-sauts-Les-sauts?lang=fr

2 – Vanina Giudicelli, *Bulletin A2C* N°4, Août 2018

[https://www.autonomieclasse.org/wp-content/uploads/2019/02/a2c\\_bulletin4.pdf](https://www.autonomieclasse.org/wp-content/uploads/2019/02/a2c_bulletin4.pdf)

# À STRASBOURG AUSSI, LES MIGRANT-E-S S'ORGANISENT

## MIGRATION ET FRONTIÈRES

La solidarité avec les migrantEs est une lutte politique. Les premierEs concernéEs, les migrantEs, s'affrontent au régime des frontières depuis le début de leur migration. Du Mali, au Niger ou en Turquie, les frontières européennes sont externalisées<sup>1</sup>. Dans les pays de transit comme la Libye, ils et elles affrontent l'enfermement, l'esclavage et les persécutions<sup>2</sup>. À l'intérieur de l'espace Schengen, ils et elles doivent contourner, duper les différents systèmes de contrôle, de répression et d'enfermement mis en place par les États européens depuis ce qu'ils ont appelé la « crise migratoire » en 2015. Mais la mobilité humaine – le phénomène naturel qu'on nomme migration en régime capitaliste – a son autonomie<sup>3</sup> qu'aucun renforcement militaire ou policier des frontières n'arrêtera. Le meilleur exemple en est l'adaptation quasiment quotidienne des routes migratoires au fur et à mesure du renforcement des frontières et la poursuite de ces migrations malgré les conditions extrêmement dangereuses. La migration en elle-même est donc toujours déjà une lutte contre les frontières, ce rapport social qui crée une hiérarchie entre êtres humains, entre le sujet « légal » et celui qui peut se faire déporter à tout moment. Une bonne appréciation du rôle socio-économique des frontières pour la bourgeoisie est donné par le Think Tank libertarien CATO qui désigne les migrantEs comme « *le lubrifiant de notre économie capitaliste* ». Et pour cause, le ou la migrantE est toujours avant tout unE travailleurE potentielLE qu'on peut exploiter plus et payer moins. Les



frontières continuent donc à jouer leur rôle bien après que leur incarnation physique so-disant naturelle soit franchie. À ce titre, la lutte contre les frontières continue une fois arrivéE en Europe, en France et dans nos villes. Demandes d'asile, procédure Dublin, rendez-vous en préfecture, contrôle policier, centres de rétention, interdiction de travail légal font tous partie intégrante du système des frontières. Et pourtant, la lutte consciente contre les frontières s'arrête souvent après leur franchissement et le dépôt d'une demande d'asile. Cette procédure de régularisation rarement accordées (36 % en 2018<sup>4</sup>) est systématiquement très longue et désarme potentiellement les migrantEs à un moment où leur statut d'illégalité et de déportabilité est pourtant loin d'être fini.

## LA SITUATION À STRASBOURG

À Strasbourg, aucune structure autonome des migrantEs n'existait jusqu'à récemment pour mener la nécessaire lutte pour l'égalité des droits et la régularisation. Et quand elle était menée, c'était principalement par des collectifs de soutien. De notre côté, on intervenait avec D'ailleurs nous sommes d'ici 67 de manière suivie sur les campements de migrantEs (principalement des familles d'Europe de l'est) qui existent à Strasbourg depuis 3 ans maintenant. Notre but était, à la fois d'apporter l'aide concrète nécessaire à la survie des personnes vivant dans ces camps et d'interpeller les pouvoirs publics et les médias sur leur conditions de vie. Cette activité n'impliquait cependant que très rarement les migrantEs

eux et elles-mêmes. Les manifestations et rassemblements que nous organisons se faisait donc sans les premierEs concernéEs. Et lorsqu'il y avait des échéances nationales, nous montions à Paris sans arriver à mobiliser plus loin que notre collectif. Cette situation n'était pas acceptable pour qui pose l'autonomie des migrantEs comme objectif et stratégie de lutte contre les frontières.

## PREMIÈRES ACTIONS

La lutte pour l'auto-organisation étant un processus conscient, notre rôle de soutien a consisté pour l'essentiel à présenter les possibilités de lutte et à en donner les outils pour que les migrantEs s'en emparent, notamment en mettant en avant les initiatives



qui existaient déjà autre part, comme les Gilets noirs ou la Marché des solidarités. On a donc continué à intervenir sur les camps, dans les structures d'accueil de jour et dans les foyers d'immigrés en apportant l'assistance qu'on pouvait, des tentes aux contacts d'avocats tout en menant toujours le débat avec les migrantEs pour qu'ils s'organisent entre elles et eux pour l'ensemble des problèmes qu'ils et elles peuvent rencontrer. Un événement charnière dans cette direction a malheureusement été le suicide d'un jeune migrant afghan sur un campement<sup>5</sup>. Bien qu'on le connaissait tous, il était isolé et en grande détresse. La colère était grande et les responsables, l'État et collectivités, clairement identifiés. En son honneur, deux manifestations furent organisées aux slogans de « *Un toit, c'est un droit* » et « *Ouvrez les frontières, fermez les centres, libérez les sans-papiers* ». Pour la première

fois depuis plus de dix ans, des migrantEs prenaient la parole sur la place centrale de Strasbourg et parlaient de leurs histoires, de leurs besoins et de la nécessité de donner un sens à la devise française de « liberté, égalité, fraternité ». Un début de mouvement de solidarité s'est créé à cette occasion, rassemblant maraudes solidaires, Gilets jaunes, zadistes et organisations politiques de gauche.

### LE SQUAT DE L'HÔTEL DE LA RUE

Ce mouvement a notamment permis l'occupation solidaire d'un immense bâtiment vide appartenant à la mairie de Strasbourg. Cette mairie, qui fait partie de l'Association nationale des villes et territoires accueillants<sup>6</sup>, a réagi en portant plainte : une assignation en expulsion a été notifiée. Néanmoins, ce sont plus de 150 migrantEs adultes et enfants vivant dans la rue

auparavant qui ont retrouvé un lieu d'hébergement, de vie et de socialisation grâce à ce squat et grâce à la mobilisation de nombreux bénévoles. Pourtant, face au constat que ce squat, malgré toutes ses qualités, conservait des relations de pouvoir entre bénévoles et migrants, procédait d'une gestion par en haut et devenait notamment un terrain de jeu pour tout type d'opportunisme politique, nous disions alors que : « *En tant que soutiens, [...] il est important de ne pas dériver vers le substitutisme (et sans même le vouloir, l'endossement des suivis, l'apport d'aide humanitaire peut y amener). Notre rôle en tant qu'associations et militantEs indépendantes est de participer activement à la construction d'un projet autonome à visée émancipatrice, et cela par le biais des informations et de l'audience que l'on peut avoir grâce à nos réseaux militants et associatifs, à travers les discussions*

*et arguments que l'on peut apporter, à travers l'écoute et l'étude des problèmes concrets auxquels font face les migrantEs, et par notre participation dans les actions entreprises par elles et eux.* »<sup>7</sup> Ce squat aurait pu devenir un tremplin vers l'activité autonome des migrantEs pour leur régularisation ; au lieu de ça, sa gestion substitutive l'a focalisé sur l'assistance humanitaire en éludant le caractère politique de l'occupation.

### LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER

Depuis, le collectif SOS Infos Migrant 67<sup>8</sup> a vu le jour. Décidé en assemblée générale, ce collectif veut rassembler tou.te.s les sans-papierEs et demandeurEs d'asile de Strasbourg dans une plateforme revendicative qui a pour but de s'organiser pour les défis quotidiens des migrantEs et de mener la lutte politique pour la régularisation de tou.te.s. Avec déjà plus de 60 membres, la première action sera probablement une manifestation devant les bureaux de l'OFII contre le projet de changer la carte de retrait des demandeurEs d'asile en carte de paiement. Quoi qu'il en soit, et sans que cela nous empêche de polémiquer même durement avec eux sur les questions stratégiques et tactiques, axer notre activité autour de celle de ce collectif est pour nous plus précieux qu'une dizaine de programmes.

### GABRIEL

- 1 – <https://www.contretemps.eu/grece-frontiere-europe-forteresse/>
- 2 – <https://www.bbc.com/news/world-africa-42038451>
- 3 – <http://isj.org.uk/the-crisis-of-the-european-border-regime-towards-a-marxist-theory-of-borders/>
- 4 – <https://www.ofpra.gouv.fr/fr/l-ofpra/actualites/les-donnees-de-l-asile-a-l-ofpra-2019>
- 5 – <https://reporterre.net/A-Strasbourg-le-suicide-d-un-jeune-Afghan-souligne-la-detresse-des-migrants>
- 6 – <https://villes-territoires-accueillants.fr/>
- 7 – <https://www.facebook.com/notes/dailleurs-nous-sommes-dici-67/pourquoi-le-combat-avec-les-migrantes-est-il-un-combat-politique-/1137208449800910/>
- 8 – <https://www.facebook.com/SOS-infos-Migrants-67-109570283729292/>

# LE SOUDAN, UNE LECTURE DE LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE

DE NOMBREUX MÉDIAS DOMINANTS PRÉSENTENT LA RÉVOLUTION AU SOUDAN COMME UNE SUITE DE COUPS D'ÉTAT MILITAIRES ENTRAVÉS PAR DES FORCES CIVILES NOUVELLEMENT CONSTITUÉES. COMME L'ESPÈRENT LES IMPÉRIALISTES, IL FAUDRAIT DÈS LORS RÉTABLIR LA STABILITÉ NATIONALE ET RÉGIONALE PAR UN COMPROMIS ENTRE L'ARMÉE ET DES REPRÉSENTANT-E-S D'UNE LARGE OPPOSITION AU RÉGIME.

**D'** autres analyses bien plus progressistes fixent comme objectif à la révolution soudanaise d'être un marchepied aux forces opposantes dans leurs négociations avec l'armée. Par exemple, G. Achcar écrit<sup>1</sup> « à la direction révolutionnaire de s'emparer du véritable pouvoir par la mobilisation des énergies populaires, et de changer la situation du pays pour le meilleur en le remettant sur la voie du développement économique, du progrès social et culturel, alors la réussite de la révolution sera assurée. »

Si nous avons pris le parti de polémiquer avec ce type de position via notre blog<sup>2</sup>, l'objectif principal de cet article n'est en rien de donner des leçons à celles et ceux qui font la révolution au Soudan, mais bien de dresser une grille de lecture sur ce qu'est une crise révolutionnaire.

C'est bien l'entrée en masse de la population soudanaise dans l'arène économique et politique qui a contraint le départ d'Omar al-Bachir au pouvoir depuis 1989. Ce sont les grèves et les s'its-in de masse qui ont rendu la situation ingouvernable pour le Comité Militaire de Transition.

Cette révolution doit être lue comme une lutte à mort pour le pouvoir dans laquelle les millions de manifestantEs, les ouvrierEs en grève et les populations opprimées en sont le principal moteur.



Ce nouveau festival des opprimés démontre l'une des caractéristiques essentielles à une crise révolutionnaire : elle ne peut se comprendre que par en bas.

**QUAND CEUX D'EN BAS NE VEULENT PLUS ET QUAND CEUX DU MILIEU BASCULENT VERS CEUX D'EN BAS**

En cherchant à dresser une brève chronologie de la révolte globale qui secoue le Soudan, on comprend que les racines sont anciennes. Le mouvement éclate en décembre 2018 dans

les villes ouvrières au nord du pays prenant prétexte de l'augmentation du prix du sucre pour se généraliser. La férocité de la répression oriente immédiatement la rue vers des slogans politiques. Par exemple T. Cheikh<sup>3</sup> écrit « Les slogans clamés par les manifestantEs dans les villes sont essentiellement politiques. L'expression qui revient le plus souvent est : **"liberté, paix et justice"**. Et aussi : "la révolution est le choix du peuple". Ce qui révèle la profondeur des aspirations populaires et la force de l'idée révolutionnaire. »

Ces villes ouvrières, berceau de la révolution soudanaise, ont connu de récents affrontements avec le régime. Elles étaient déjà à l'avant-garde du mouvement de grèves en 2013 et 2016 contre une réforme du régime visant à supprimer les aides liées à l'utilisation de l'essence et pour s'opposer à la guerre du Darfour. Le mouvement syndical formé dans les révolutions des années 1960 était le principal artificier de ces émeutes. La répression d'une ampleur inédite des manifestations de 2016 entraînait une profonde dissension entre la rue et le pouvoir.

Si bien que, dès les premiers jours de révolte les 18 et 19 décembre, on entend dans la deuxième plus grande ville du pays Wad Madani: « *Tasgot bas!* » signifiant « juste leur chute ».

Ces expériences de confrontation entraînent la construction de la coalition qui joue un rôle fondamental dans l'animation du mouvement révolutionnaire: le Rassemblement des Professionnels soudanais. Elle se forme clandestinement en 2012 à partir de syndicats indépendants et est composée initialement d'avocats, de journalistes, d'universitaires, de médecins et d'ingénieurs. Ces franges issues de la petite bourgeoisie ou des universités sont rejointes en 2016 par des forces syndicales indépendantes venant de milieux plus ouvriers et cheminots.

Enfin, la dernière force sociale qui ne cessera d'être active dans la rue et la plus prompt à se coordonner via les réseaux sociaux est sans aucun doute la jeunesse. Opposée aux lois restrictives sur les libertés, subissant le chômage à 31 %, étant victime des 30 % d'inflation et usagère d'un système éducatif effondré par les coupes budgétaires, l'irruption de la jeunesse n'a fait que renforcer les bases politiques du mouvement. L'émergence du processus révolutionnaire n'a donc pu se faire que par la décanation d'une situation qui a embrasée de larges couches de la population.

### LE FESTIVAL DES OPPRIMÉS

La révolution a laissé une place importante aux revendications des populations subissant des oppressions. Par exemple, un triomphe a été fait aux délégations venues du Darfour pour participer aux événements révolutionnaires. Cette population qui subissait le racisme depuis des décennies par le régime d'al-Bachir voyait les xénophobes d'hier les acclamer devant le bâtiment de l'état-major assiégé par les révolutionnaires.

Les femmes ont joué un rôle éminemment central également. Notamment, elles ont contraint la coalition pour la liberté et le changement à rejeter l'accord de transition soumis par les



militaires au mois de mai. Si cette radicalité s'est exprimée dans des groupes féministes suite à une absence de garantie concernant l'opposition des femmes, il est important de comprendre que celles qui subissaient de plein fouet le dictat du patriarcat ont joué réellement un rôle de locomotive pour le mouvement révolutionnaire. Les grèves dans la santé sont aujourd'hui encore principalement animées par des femmes tout comme l'a été le sit-in de masse qui a mis fin à la dictature d'al Bachir.

### QUAND CEUX D'EN HAUT NE PEUVENT PLUS...

Le pouvoir soudanais n'a donc pas résisté à la pression des contradictions orchestrées par la crise globale du capitalisme. Le Soudan, en surendettement depuis 10 ans, a été contraint par le FMI de mener une série de réformes libérales afin de rembourser sa dette extérieure détenue à hauteur de 50 milliards de dollars par des banques étrangères. Cette situation allant de paire avec l'inflation et un chômage massif met en lumière les formes d'un développement inégal et combiné. Cette théorie initiée par Léon Trotski analyse la façon dont le développement économique et social se produit de façon inégale, et comment

l'interférence entre sociétés « avancées » et « en retard » produit des formes « combinées », des juxtapositions de rapports de production modernes et archaïques.

La vallée du Nil, une des zones les plus fertiles du Soudan, a attiré de nombreux investisseurs du Golfe persique. Les terres ont été expropriées et l'agriculture réorganisée afin de l'insérer sur les marchés mondiaux. Cette stratégie des capitalistes a pu entraîner le développement de secteurs économiques partiellement en recul comme les infrastructures ferroviaires et portuaires.

Cette forme de développement crée des contradictions profondes dans la société. L'appauvrissement des campagnes au regard de la croissance des villes en est un autre exemple. Par exemple, Khartoum, comptait 473 597 habitantEs en 1983 pour 4,5 millions en 2005. Lorsque surgit une crise révolutionnaire ce sont ces inégalités qui sont littéralement remises en question.

### LA CHUTE DU RÉGIME

Les processus des grèves, des manifestations de masse ou encore les discussions incessantes engagées de septembre à avril combinés aux expériences

passées ont permis à toute une population de prendre confiance en ses forces.

Cette force a fait vivre la révolution malgré la répression causant une grosse centaine de morts dénombrés début avril. C'est bien cette crise révolutionnaire qui fait changer la peur de camp. Le 6 avril, le Rassemblement des Professionnels Soudanais, principale visage de la direction révolutionnaire jusqu'à aujourd'hui, appelle à un sit-in devant le bâtiment où règne l'état-major.

Le 10 avril au matin on criait encore sur la place de Khartoum « *qu'il s'en aille, la Révolution est le choix du peuple!* » Sous cette contrainte de la rue, et avec l'accord de l'Égypte et de l'Arabie saoudite, l'état-major destitue Omar al-Bachir. Il le remplace par le général Ibn Auf, ancien ministre d'al-Bachir. Le sit-in est resté en place. On y criait « *tout le pouvoir au civil* ». Au bout de 24 h, la révolution venait à bout de son second dirigeant. L'armée fut contrainte de mettre en place un conseil de dix officiers nommé le Conseil Militaire de Transition (TMC).

Cela amène à réfléchir sur ce qu'est une crise révolutionnaire, une lutte acharnée pour le pouvoir, dans laquelle notre classe se reconnaît et rentre en force dans l'arène. Ainsi, la chute de l'ancien régime ne

garantie rien et pourtant elle est essentielle. Le temps s'accélère et les chemins des possibles s'élargissent considérablement après le 11 avril. La rue, les grévistes et les opprimés ont pris conscience de leur force alors que les militaires ont bien cru tout perdre.

## ORGANISATION DE LA CONTRE RÉVOLUTION, INGÉRENCE IMPÉRIALISTE ET MASSACRE

Face aux grèves et aux émeutes, le pouvoir d'Omar Al-Bachir organisé par l'armée depuis 1989 et par le Parti du Congrès National ne parvient plus à gouverner le pays. Issu de la confrérie des Frères Musulmans, le dictateur n'a pourtant pas hésité un instant à se tourner vers le général égyptien Al-Sissi. En effet, le 27 janvier 2019 Al-Bachir se rend au Caire afin de s'entretenir avec son allié de circonstance.

Cette entrevue fin janvier semble fructueuse, l'Égypte aurait accordé une aide militaire en matière d'armement. Il semble certain que l'État français, principal fournisseur d'armes à l'Égypte aurait été mis au courant. Les raisons de ce soutien entre dictateurs sont triples, Al-Sissi redoutait un nouvel embrasement régional et pensait gagner en stabilité par le maintien au pouvoir d'Al-Bachir, Al-Bachir ne pouvait plus compter sur ses seules forces militaires déjà en proie à des dissensions, enfin, le général égyptien souhaitait mettre en place une coopération économique et revoir les plans de partage du Nil.

Cet armement d'origine française a permis à Al-Bachir d'assassiner au minimum 50 révolutionnaires entre février et mars. Il en a profité pour réarmer la Force de Soutien Rapide (RSF) formée sous son mandat. C'est un mélange hétérogène d'agents des douanes, de policiers et surtout de miliciens issus des Janjanwids qui semèrent la terreur au Darfour à partir des années 2000. Lors des événements de 2013, cette milice avait déjà éliminé 200 insurgés.

La répression était donc la seule voie que trouvait al-Bachir pour se maintenir au pouvoir depuis le début de l'insurrection.

Si dans un premier temps le Conseil Militaire de Transition a été contraint d'entamer des négociations avec la coalition pour la liberté et le changement, très vite ce pouvoir a grossi les rangs de sa milice armée. Celle-ci causera plus de 100 morts en attaquant les sit-in formés tout autour du commandement de l'état-major les 3 et 4 juin.

La Contre-Révolution cherche également à s'affirmer en imposant une idéologie plus réactionnaire encore que lorsque le pouvoir d'al-Bachir régnait. Ainsi, afin de réprimer la contestation, comme les forces de Moubarak place Tahrir en 2011, les miliciens ont violé et pratiqué toutes formes de sévices à l'encontre des femmes entrées en révolution.

L'État n'est que l'incarnation des antagonismes de classe irréconciliables<sup>4</sup>. Aussi, la direction de ses forces armées ne peut que défendre l'ordre établi. Et c'est bien au cœur de la révolution qu'elles se sont attaquées.

## LE RÔLE DES RÉFORMISTES

Les réformistes s'incarnent dans la coalition pour la liberté et le changement. Cette force est incontestablement celle qui est perçue aujourd'hui encore comme le principal débouché politique de la révolution par celles et ceux qui font la révolution. Cette coalition va d'une organisation islamique soufie au Parti Communiste (certainement l'un des plus massifs des pays arabophones).

La stratégie principale de cette coalition a été de transférer une partie des pouvoirs de l'armée vers une forme de représentativité civile. Ainsi, la coalition a mené de véritables négociations avec les TMC et ses généraux couverts du sang du Darfour et responsables des massacres contre les révolutionnaires. Ces tentatives d'accord ne débouchent sur rien dans un premier temps. Si bien que les syndicats indépendants qui composent le Rassemblement des Professionnels appellent à deux jours de grève générale fin mai. On assiste à une nouvelle accélération de la Révolution. Les Sit-in qui l'accompagnent sont constamment attaqués.

Pourtant, les réformistes n'ont jamais cessé de chercher à reprendre les négociations avec le TMC. Alors que des coordinations émergent comme celle d'Atbara entre ouvrierEs en grève, jeunes en sit-in permanents et soldats en rupture avec leurs ordres, la coalition négocie dans un secret alarmant le prix du sang des martyrs avec les assassins.

## LA RUE ET NOTRE CLASSE AU CŒUR DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Seule la rue, les sit-in, les grèves et l'auto-organisation ont permis à la révolution de progresser contre l'armée et la bourgeoisie soudanaise. C'est cette confrontation qui a fait progresser la confiance des révolutionnaires en leurs propres forces. Dans un premier temps le Rassemblement des Professionnels coordonnait les grèves générales, comme celles de mars 2019, le sit-in devant le ministère de l'Armée en avril

ou les grèves générales des 28 et 29 mai.

De ces expériences naissent des comités de quartier. Dans les périodes de négociation, leur structure de coordination, The Resistance Committees, a été l'organe le plus critique vis-à-vis des positions prises par la coalition.

Les réseaux sociaux ont été un outil fondamental pour que ces forces se coordonnent. Toutefois, c'est bien la lutte œil pour œil dent pour dent qui poussa à l'auto-organisation. Par exemple, lors du sit-in du 3 juin devant l'état-major, lorsque les milices de la RSF ont attaqué les manifestantEs, ce sont des forces issues des comités qui ont protégé le sit-in et dressé des barricades. Au cœur du sit-in, les comités révolutionnaires ont mis en place des complexes proposant débat, assistance médicale, éducation populaire, distributions de provisions ou encore des services de nettoyage. Les forces sociales entrées en révolution contre l'État se prouvaient à elles-mêmes que ce dernier n'avait finalement pas tellement d'autres rôles que de violer, tuer ou mutiler.

Enfin, l'accord signé le 17 août entre l'armée et la coalition est une triple menace pour les révolutionnaires

1. Il laisse le temps à la contre-révolution de se réorganiser et de mener une politique encore plus agressive envers notre classe et tout particulièrement envers les populations opprimées.

2. Il désarme partiellement la rue qui n'est jamais sondée lorsque les directions de la coalition négocient.

3. Il divise les forces révolutionnaires et crée un isolement de toutes celles et ceux qui refusent de voir souiller le sang des martyrs en par des tractations avec leurs assassins.

### GÀËL BRAIBANT

1 – Gilbert Aehcar, « Le Soudan et l'Algérie reprennent-ils le flambeau du "printemps arabe" ? », *le Monde Diplomatique*, juin 2019.

2 – JB, « Soudan : le compromis par en-haut », *Autonomie de Classe*, 3 août 2019.

3 – Tarek Cheikh, « Les espoirs d'une troisième révolution au Soudan », *Orient XXI*, 28 décembre 2019.

4 – Lénine, *l'État et la Révolution*



# NOUS N'HABITONS PAS TOUTES SUR LA MÊME PLANÈTE

EN 2002, JACQUES CHIRAC AFFIRMAIT QUE « NOTRE MAISON BRÛLE ». 15 ANS PLUS TARD, QUAND TRUMP ANNONÇAIT QU'IL VOULAIT RETIRER LES ÉTATS-UNIS DE L'ACCORD DE PARIS, MACRON RÉPONDAIT AVEC SON FAMEUX « MAKE OUR PLANET GREEN AGAIN ». SUR LE SITE INTERNET CRÉÉ ENSUITE, LE LOGO CHOISI ÉTAIT « 1 PLANÈTE, 1 PLAN ».

**P**ourtant, s'il est vrai que tous les humains habitent jusqu'à maintenant sur le même globe, ils n'y vivent pas seulement en tant qu'individus, mais surtout en tant que membre des sociétés. Nos possibilités et nos manières d'interagir avec notre environnement sont déterminées par notre place dans cette société de classes. Également donc la façon dont chacunE d'entre nous va subir les conséquences du désastre climatique et de la perte de la biodiversité qui s'annoncent ne sera pas la même. La lutte contre le changement climatique est éminemment une lutte de classes.

## QUI S'EN SORTIRA ?

Le fossé qui nous sépare avec les puissants, le 1% qui possède plus que les 99% restant n'est pas seulement une séparation entre le confort et la misère, mais aussi entre la survie et la mort. Il n'y a pas besoin de chercher dans un avenir cataclysmique pour s'en rendre compte. Aux États-Unis quand en 2005 les habitantEs de la Nouvelle-Orléans essayaient de fuir la ville vers la ville voisine plus riche, Gretna, à cause de l'ouragan Katrina, la police bloquait le pont sur le Mississippi parce que « *il n'était pas question que la rive Ouest devienne La Nouvelle-Orléans* » ; les riches n'allaient pas accueillir la misère des pauvres noirEs. Lors de l'exode syrien en 2014-2015, provoqué en partie par la gestion néolibérale des sécheresses de 2007-2009, ce sont les plus démunis qui n'avaient pas



les moyens de fuir la misère autrement qui se sont noyéEs en mer Méditerranée à cause de la politique de fermeture des frontières de l'UE. Et quand la canicule frappait la France à l'été 2003, les personnes âgées qui se trouvaient seules à domicile étaient les premières à mourir tandis que la surmortalité était significativement plus basse pour celles et ceux qui pouvaient se payer une clinique privée.

## QUI PAIERA ?

Les capitalistes ont les moyens nécessaires pour éviter les effets du changement climatique et feront tout pour s'agripper jusqu'au bout à leurs privilèges. Et quand ils n'auront pas d'autre choix que de mettre en place les changements systémiques nécessaires à leur survie, ils feront tout pour nous faire payer le coût de leur propre sauvetage. Comme dit l'activiste britannique Jonathan Neale, « *le jour où le changement climatique galopant vous touchera, (...)*

*il prendra la forme de militaires ou de fascistes prenant le pouvoir. Ils adopteront un discours profondément vert. Ils parleront de décroissance, et des limites de l'écologie planétaire. Ils nous diront que nous avons trop consommé (...). Ils attiseront de nouveaux racismes. Ils nous expliqueront pourquoi nous devons garder les hordes de sans-abris affamés de l'autre côté de notre mur. »*

## LEUR TRANSITION OU LA NÔTRE ?

Le besoin des capitalistes – que ça soit de l'industrie fossile ou non – d'accumuler ne leur permet pas de faire de la transition vers des énergies renouvelables une priorité. Ils ne s'y engagent que dans la mesure où celle-ci peut augmenter leur capacité d'accumuler du capital et donc d'amplifier les inégalités sociales. Avec les rythmes imposés par leurs besoins et avec cette orientation, leur transition ne peut signifier qu'encore plus de cette ségrégation raciale-spatiale qui sera surdéterminée par la classe d'appartenance.

La vignette Crit'Air est une première illustration parfaite : elle ne fait rien pour améliorer les transports publics ni pour les rendre accessibles, elle expulse

celles et ceux qui ne peuvent pas s'acheter une voiture conforme des quartiers déjà gentrifiés et elle refoule les voitures les plus polluantes vers les banlieues parisiennes.

## UNE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE !

Dès lors, la lutte contre le changement climatique n'est pas une lutte parallèle à nos luttes contre le patronat, le fascisme et le racisme. On ne saura pas lutter pour une Terre viable à côté des patrons et séparéEs de nos sœurs et frères de classe, avec ou sans papiers. Pour arrêter cette machine qui détruit notre environnement, il va falloir tirer le frein d'urgence de ce système qui exploite, opprime et divise. C'est socialisme ou barbarie (si on a de la chance).

C'est pourquoi on doit être partie prenante dans ce nouveau mouvement qui s'amplifie et faire de la grève mondiale pour le climat une réalité. Maintenant que cette lutte n'est plus le monopole du lobbying d'ONGs et que le désespoir se transforme en action de masse nous devons en faire partie sans avoir peur des défis stratégiques et tactiques qui en émergeront.

**DIMITRIS**

Contactez-nous si vous voulez diffuser ce bulletin, venir à notre prochaine réunion, envoyer vos idées/expériences et/ou « faire tendance » avec nous :

**AUTONOMIE2CLASSE@GMAIL.COM**